

Fanshawe College

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Fanshawe College est d'accord avec la présentation de l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) en ce sens que les collèges jouent un rôle essentiel pour stimuler la croissance économique de notre pays, et cela commence par investir dans notre capital humain. De nombreux rapports ont clairement indiqué que les employeurs sont aux prises avec une pénurie critique de compétences avancées et que le gouvernement du Canada devrait introduire des mesures pour améliorer les niveaux d'éducation des Autochtones et des jeunes désengagés, améliorer les situations d'emploi des immigrants, accroître l'efficacité des systèmes d'apprentissage et munir tous les Canadiens des compétences essentielles à l'emploi. Nous croyons aussi, comme la présentation de l'ACCC le souligne, que ce sont les petites et les moyennes entreprises (PME) qui créent la plupart des nouveaux emplois au Canada. Et pourtant, l'appui du gouvernement du Canada pour les aider à surmonter les obstacles à l'innovation continue de présenter des lacunes. Les PME ont besoin de recherche appliquée ciblée et de soutien pour le transfert rapide de la technologie pour rendre leurs produits, leurs processus et leurs services plus compétitifs. Les collèges et les instituts soutiennent la croissance économique en fournissant des compétences avancées aux diplômés, en recyclant les employés déplacés, en offrant de l'enseignement personnalisé et en fournissant de la recherche appliquée et du soutien au développement. En harmonie avec les besoins des employeurs et en évoluant à la fine pointe de l'identification des compétences, des tendances économiques et des variations du marché, les collèges profitent de la participation du secteur des affaires et de l'industrie à l'élaboration des programmes d'études par l'entremise des comités consultatifs des programmes. Nous voulons exhorter le gouvernement du Canada à entreprendre un dialogue national avec les gouvernements des provinces et des territoires, les établissements d'enseignement, le secteur privé et l'ensemble des collectivités afin de déterminer des mesures pour atténuer le déficit démographique du Canada et la pénurie de compétences tout en relevant le défi de l'innovation.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

L'ACCC a beaucoup fait avancer la position des collèges comme le nôtre et des instituts au pays en recommandant avec insistance au gouvernement du Canada de créer une nouvelle stratégie nationale de création d'emplois consistant notamment à appuyer les PME, à investir plus dans l'infrastructure du savoir, à accroître la capacité des systèmes d'apprentissage et à promouvoir les exportations canadiennes en matière d'éducation. Les PME représentent 98 % des entreprises canadiennes. Elles emploient 60 % de la population active du pays. Elles comptent pour la moitié de notre économie et génèrent le plus de nouveaux emplois. Accroître le soutien du développement des compétences et de

l'innovation dans le secteur des PME du Canada aura plus d'effet que toute autre mesure pour améliorer la productivité et créer des emplois. Les mesures de création d'emplois devraient inclure des investissements dans l'infrastructure. Le Programme d'infrastructure du savoir du gouvernement du Canada a soutenu la création d'emplois très nécessaires pendant la récession tout en permettant la réalisation de 246 projets d'une valeur de 1,8 milliard de dollars qui ont élargi la capacité des collèges et des instituts du pays. Les investissements du Programme ont fait une différence importante, mais il reste encore beaucoup de demandes à satisfaire. Une enquête statistique de 2011 sur la capacité institutionnelle a révélé des besoins d'infrastructure des collèges d'une valeur totale de six milliards de dollars et l'existence de 1 285 projets d'infrastructure prêts à démarrer. Investir dans l'infrastructure des collèges et des instituts appuierait la création d'emplois et miserait sur l'héritage du Programme d'infrastructure du savoir pour permettre au Canada de répondre à la demande de compétences avancées. Au Fanshawe College, 85 % de nos diplômés trouvent de l'emploi dans les six mois de leur diplomation et la grande majorité demeure dans notre région. C'est un facteur important parce que le taux de chômage de la région de London est l'un des plus élevés depuis trois ans et qu'il est vital que les trois niveaux de gouvernement poursuivent leurs efforts pour soutenir le rôle de moteur économique des collèges pour créer des possibilités d'emplois. Dans cette optique, les résultats de l'enquête de Manpower Group auprès des employeurs canadiens en 2012 indiquent que les métiers spécialisés sont les plus difficiles à pourvoir. Les taux d'achèvement de la formation d'apprenti souffrent en comparaison des inscriptions. Les obstacles financiers et l'absence de mobilité interprovinciale au cours de la formation d'apprenti figurent notamment parmi les principales difficultés à mener la formation à terme. La valeur des métiers doit être reconnue. Entre autres mesures possibles pour améliorer les systèmes d'apprentissage : promouvoir l'apprentissage comme cheminement postsecondaire pour les jeunes; accélérer le traitement des demandes d'assurance-emploi des apprentis au cours de la période de formation en classe; supprimer l'obligation pour les apprentis de déclarer la Subvention à l'achèvement de la formation d'apprenti de Service Canada à titre de revenu imposable; et améliorer la mobilité intergouvernementale pour les apprentis. Le Canada est une nation commerciale. Les efforts de Fanshawe College pour attirer des étudiants étrangers ont porté des fruits. Au cours de la dernière année financière, Fanshawe College a accueilli 1 431 étudiants étrangers de plus de 50 pays, dont les frais de logement, de repas et de transport et les autres dépenses personnelles ont généré environ trois millions de dollars de revenus supplémentaires pour notre économie. Nous avons accru nos recettes de l'étranger de plus de 400 % au cours des six dernières années. Nous avons comme objectif d'accroître encore de 3 % notre taux d'inscription d'étudiants étrangers d'ici la fin de 2013. Les entreprises sont à la recherche d'employés avec de l'expérience à l'échelle internationale pour accroître leurs affaires et créer des emplois. Investir plus dans la commercialisation à l'étranger de l'éducation canadienne attirera des étudiants étrangers de qualité qui pourront choisir de demeurer au Canada. Accroître la mobilité internationale fournirait aux étudiants canadiens l'expérience à l'échelle internationale que les employeurs convoitent.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Là encore, nous sommes d'accord avec la présentation de l'ACCC qui souligne que notre pays est aux prises avec un déficit démographique démobilisateur, aggravé par l'augmentation de la complexité technologique du milieu de travail. Soixante-dix pour cent des nouveaux emplois exigent maintenant une formation postsecondaire. La proportion sera de 80 % d'ici 10 ans, alors que notre taux de réussite au postsecondaire est de 60 %. D'ici 10 ans, les employeurs auront 1 500 000 emplois disponibles pour lesquels ils ne réussiront pas à trouver de candidats qualifiés. Par exemple, le secteur des technologies

de l'information et de la communication aura besoin de 106 000 analystes, techniciens et consultants; l'industrie minière devra trouver 65 000 personnes de métier, opérateurs et gestionnaires du secteur primaire; et le secteur de l'acier aura besoin de plus 10 000 personnes de métier spécialisées. Selon un rapport de mai 2012 de Statistique Canada, 13 % (906 000) des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni étudiants ni employés (NEET), et 63 % des jeunes du groupe NEET (570 000) sont dans une situation vulnérable. Les jeunes ont été durement touchés par la récession et n'ont pas profité sensiblement du rétablissement, en particulier ceux qui n'ont pas de diplôme d'études postsecondaires. Ce groupe risque de se décourager, de se démobiliser encore plus et d'être exclu socialement. Il faudrait accroître les opportunités pour les membres du groupe NEET en offrant notamment plus de bourses non remboursables au postsecondaire et du perfectionnement des compétences essentielles lié à l'expérience professionnelle pour leur fournir des compétences transférables pour l'emploi. L'immigration est également un élément de la solution comme nous l'avons indiqué dans la réponse à la question qui précède et Fanshawe College contribue, mais les résultats sur le plan de l'emploi doivent être améliorés. Les résultats du Projet canadien d'intégration des immigrants financé par le gouvernement du Canada démontrent que l'orientation avant le départ améliore les résultats d'emploi des immigrants. La formation linguistique appliquée à l'emploi, les programmes de préparation à l'emploi et l'aide financière sont d'autres mesures pour aider. Les niveaux d'éducation et les taux d'emploi moins élevés des Autochtones témoignent de la persistance de l'écart avec les non Autochtones. Les Autochtones, qui forment le segment le plus jeune et qui croît le plus rapidement de la population, offrent un potentiel énorme pour remédier aux pénuries de compétences. Le secteur des ressources naturelles prévoit avoir besoin d'ici 10 ans de pourvoir environ 400 000 nouveaux emplois, tandis que les Autochtones vont arriver en même nombre sur le marché du travail. Nous encourageons le gouvernement à améliorer les investissements dans l'éducation postsecondaire et le perfectionnement des adultes et à offrir plus de bourses non remboursables aux Indiens non inscrits, aux Métis et aux membres des Premières Nations qui vivent à l'extérieur des réserves.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Les observations sur le déficit du Canada en matière d'innovation ont beaucoup dit. La productivité du Canada dépend de notre capacité d'aider les entreprises à se développer et à tester de nouveaux produits, à adopter des processus innovateurs et à adapter les technologies pour acquérir des avantages compétitifs. Fanshawe College a contribué. Notre collège est considéré comme un établissement innovateur et chef de file en matière de pérennité, principalement en raison de la recherche permanente menée par notre Centre for Sustainable Energy and Environments (CSEE). Le Centre participe à de nombreux projets avec l'industrie, notamment en ce qui concerne la gestion de l'énergie renouvelable, les panneaux et les antennes solaires, les éoliennes et la conception de bâtiments écologiques. Ce sont des projets en harmonie avec les objectifs de développement municipaux et régionaux pour faire de la région un centre des technologies vertes, de la fabrication de pointe et de l'infrastructure écologique. La recherche, l'innovation et les partenariats sont les grandes priorités de Fanshawe College. Pour nous, c'est une question d'utiliser le savoir. Les étudiants prennent de l'expérience pertinente en recherche appliquée en interagissant avec les employeurs. Une enquête de mai 2009 de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante révèle que les PME font état de pénuries d'emplois exigeant des études collégiales ou de la formation d'apprenti dans un rapport de quatre contre un pour les emplois réservés aux diplômés universitaires. L'enquête révèle en outre que les programmes coopératifs, de stages et de placement ont toujours visé les étudiants des cycles

supérieurs et les nouveaux diplômés universitaires; par conséquent, l'industrie ne pouvait puiser que dans ce bassin de talents limité pour choisir qui allait avoir accès aux programmes de placement, laissant ainsi à l'écart considérablement de ressources formées par les collèges. En 2010-2011, 13 585 étudiants collégiaux participaient à de la recherche appliquée. Il serait judicieux d'investir dans le soutien des stages à l'intention des étudiants collégiaux en vertu du Programme d'innovation dans les collèges et la communauté du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) et cela offrirait à plus de compagnies l'accès à des stagiaires extrêmement talentueux. Les PME de tous les secteurs manquent souvent du savoir-faire et des ressources nécessaires pour être concurrentielles et ont besoin d'approches particulières en matière d'aide à l'innovation. Les collèges réagissent aux moteurs industriels et techniques de l'économie et sont des catalyseurs naturels de l'innovation progressive. Ils favorisent la croissance des PME en se concentrant sur les produits et les processus innovateurs, l'amélioration des technologies, le marketing et l'accroissement du bassin de professionnels hautement qualifiés requis pour prospérer dans l'économie mondiale. Investir dans les subventions d'établissement de centres d'accès à la technologie et les subventions de renforcement de l'innovation au collège en vertu du Programme d'innovation dans les collèges et la communauté du CRSNG mettrait à profit les capacités de recherche appliquée des collèges pour soutenir les PME, stimuler l'innovation, accroître la productivité et favoriser la création et l'expansion des entreprises.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Nous n'avons rien de nouveau ou d'autre à ajouter à la présentation de l'ACCC. Le Canada doit créer une vision d'objectif national de réalisation d'un niveau d'éducation plus élevé. Avec l'écart croissant des compétences, les pressions démographiques et l'accroissement de la complexité technologique dans toutes nos activités, le Canada doit faire tout ce qu'il peut pour munir chacun de ses citoyens des compétences requises pour participer à l'économie. Tous les niveaux de gouvernement ont la responsabilité de travailler ensemble pour concrétiser cet objectif. Les partenariats entre le secteur privé, le secteur public, celui des organismes sans but lucratif, et la participation citoyenne, devraient tous contribuer. Si nous réussissons, non seulement allons-nous utiliser l'éducation pour construire l'économie du futur, mais cela assurera que tous les Canadiens pourront gagner leur vie dans la carrière de leur choix, en élevant leurs familles avec des espoirs et des rêves d'avenir. Cela nous assurera d'être concurrentiels et innovateurs et les PME prospéreront. Nous ouvrirons également ainsi la porte aux nouveaux Canadiens qui viennent ici pour apprendre et construire pour l'avenir.